

APRÈS LE 6 JUIN : NOTRE COLÈRE EST PROFONDE ET NE VA PAS RETOMBER DE SITÔT !

Samedi 3 juin, les visiteurs de Disneyland Paris ont eu la surprise de voir défiler, en guise de parade, un millier de salariés en colère. Depuis plusieurs semaines, à l'initiative du Mouvement Anti-Inflation, des mobilisations sont organisées pour revendiquer une augmentation de salaire de 200 euros net pour tous, pour faire face à la hausse des prix, et des améliorations des conditions de travail. Les grévistes ont voté la poursuite de leur mouvement cette semaine. Autre exemple : à Verbaudet, une entreprise de vente à distance de produits pour les jeunes enfants, après deux mois et demi d'un conflit très dur, **les grévistes s'apprêtent à reprendre le travail la tête haute, après avoir arraché une hausse des salaires de 90 euros net mensuels**. Dans bien des entreprises, patrons et gouvernement n'en ont pas fini avec la colère des travailleurs.

Le 6 juin, nous avons encore été nombreuses et nombreux dans la rue, pour affirmer tous ensemble que **la retraite à 64 ans, c'est toujours non !**

LA VRAIE DÉMOCRATIE, C'EST CELLE DE NOS MOBILISATIONS

Le gouvernement se moque du refus unanime de sa réforme des retraites, exclusivement préoccupé de la notation de la France par les agences de notation financière, qui dépend de sa capacité à mater nos luttes sociales !

Sa belle démocratie consiste à ne pas tenir compte de notre avis et à ne nous laisser aucun moyen institutionnel de contester ses décisions. Après le faux suspense de la décision du Conseil constitutionnel le mois dernier, il paraît que l'issue aurait pu être trouvée cette semaine, avec la proposition de loi du groupe Liot. Las ! **Dans la Constitution, tout est prévu pour que ces tentatives soient des impasses** : après le 49.3, voilà que le gouvernement a déniché un article 40 de la Constitution, qui bloquerait tout retour sur l'âge de départ en retraite, sous des prétextes d'équilibre des dépenses publiques... Quant au référendum d'initiative partagée, avec lequel on nous a amusés un moment, selon les spécialistes du droit constitutionnel, il est prévu pour ne jamais être utilisé. Depuis qu'il a été institué en 2008, aucune tentative n'a jamais abouti.

Seules les luttes sociales nous permettent de nous faire entendre. C'est bien ce dont a peur le gouvernement. Mais il semble bien qu'il ne soit pas le seul à vouloir tourner la page ! L'intersyndicale n'a appelé à aucune journée de mobilisation depuis le 1er mai et n'a proposé aucune coordination des luttes éparses sur les salaires. Le calendrier des mobilisations est calqué sur les débats parlementaires... dont nous savons qu'il n'y a rien à attendre.

CONTRE MACRON, PRÉSIDENT DES RICHES, LA LUTTE CONTINUE

Pour tenter de faire diversion, le gouvernement fait feu de tout bois et fait chorus avec les discours de l'extrême droite : loi Immigration de Darmanin, opération Wuambushu et ses destructions de bidonvilles à Mayotte, sortie d'Attal sur la fraude sociale pour désigner les plus pauvres comme boucs-émissaires, reprise par Le Maire avec une bonne pincée de xénophobie, attaques contre les allocataires du RSA... Dans l'infamie, rien ne les arrête, surtout quand il s'agit de s'attaquer aux plus pauvres.

Mais ils ne peuvent faire oublier la détestation dont ils font l'objet, Macron comme l'ensemble de son gouvernement. Détestation à cause de ce refus de nous entendre, dans un contexte de dégradation de nos conditions de vie et de travail. **Dans notre vie quotidienne, tout nous rappelle la violence de leur politique, au service des plus riches.** Notre pouvoir d'achat diminue face à des prix qui augmentent sans cesse pour faire gonfler les profits des géants de la grande distribution, de l'énergie, ou d'autres secteurs capitalistes. Ces profits sont bien mis à l'abri grâce à la fraude fiscale, coûtant au bas mot 80 à 100 milliards d'euros par an à l'État, que le gouvernement se garde bien de sanctionner.

Alors, après un 6 juin qui a montré que la colère n'est pas retombée, continuons le combat pour nos retraites, nos salaires, nos conditions de vie et de travail !

LA FORCE DES TRAVAILLEURS, C'EST LA GRÈVE !

TOUJOURS GRÉVISTES ET DÉTERMINÉS

Les journées de grève des samedi 3 et mardi 6 juin ont une nouvelle fois montré notre colère et notre détermination. La direction a pu voir l'annulation du spectacle Dreams et le blocage des sorties d'attractions phares.

On parle de nous aux quatre coins du monde car nous sommes passés de quelques dizaines à des milliers en quelques semaines. Il nous faut maintenant battre notre record du nombre de grévistes pour obtenir de ce mastodonte ce que nous revendiquons très justement !

LA PRINCESSE ET LES FINANCES

Nos niveaux de vie baissent de jour en jour, les avantages en nature disparaissent comme les "outings". La direction américaine aurait gelé le budget suite aux chiffres de 2021, "pas assez bons" à leur goût au retour des confinements. Et malgré cette punition pour les employés, il y a un écho qui résonne de plus en plus fort en backstage : la PDG aurait fait des travaux dans son bureau (neuf !) pour une somme se comptant en milliers d'euros, parce qu'elle n'appréciait pas la couleur de la peinture... Mais nous on ne peut pas la voir en peinture ! Alors on lui dit : « 200 euros net » et « Natacha Démission ! ».

LA RÉPRESSION CONTRE-ATTAQUE

Dès le premier jour de grève dans le parc à thème, les manifestants et grévistes ont fait face à une répression du mouvement de la part de la direction. Menaces et insultes pour les grévistes, avantages en nature pour tenter de nous acheter pour qu'on ne fasse pas grève. Dans certaines locations, interdiction d'interagir avec les grévistes sous peine de représailles de la part de la direction. On nous parle aussi de ne pas reconvertir des CDD en CDI si jamais on osait faire grève.

Des policiers en civil rôdent sur l'esplanade avant les guérites de sécurité du parc, instaurant un climat de peur auprès des employés, qui se retrouvent surveillés. Et sans parler de la sécurité privée engagée dans le cadre des manifestations... Tout ça montre que la direction a peur de nous. Plus nous serons nombreux et unis, moins ils pourront nous intimider !

VERTBAUDET : LA LUTTE PAYE

Après deux mois et demi de grève, les ouvrières et ouvriers de Vertbaudet ont arraché à leur patron des augmentations allant de 90 à 140 euros par mois, l'embauche de 30 intérimaires en CDI et l'abandon de toute sanction contre les grévistes. La participation à la grève ne pourra pas non plus servir de prétexte à diminuer les primes ni le treizième mois des grévistes. Les Vertbaudet ont repris le travail de la meilleure façon qui soit : en souhaitant et faisant leur possible pour que leur lutte en inspire d'autres !



Vu en manif...



Interviews de grévistes !

Toutes et tous présent.e.s aux prochaines échéances : les informations doivent tourner pour être le plus nombreux possible !

Discutons ensemble des suites, dirigeons nous-mêmes notre lutte !

Que tu sois en intérim / CDI / CDD / stage / sous-traitant, ce bulletin est le tien. S'il t'a plu, n'hésite pas à le faire circuler et à nous contacter pour l'alimenter.

C'est un outil pour discuter ensemble de l'actualité politique, et de ce qu'il se passe sur notre lieu de travail.

Pour nous contacter :

disney.anticapitaliste@gmail.com

